

21/01/2022

Observatoire de l'endettement et des trésoreries des élevages bovins lait et viande : été 2021

L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries, instauré en 2015, permet d'avoir un suivi régulier des résultats des exploitations bovines depuis 2013. Le suivi est réalisé annuellement sur la base de deux échantillons, représentant chacun une période de clôture : les clôtures dites « d'hiver » (octobre - décembre) et celles « d'été » (mars - juin).

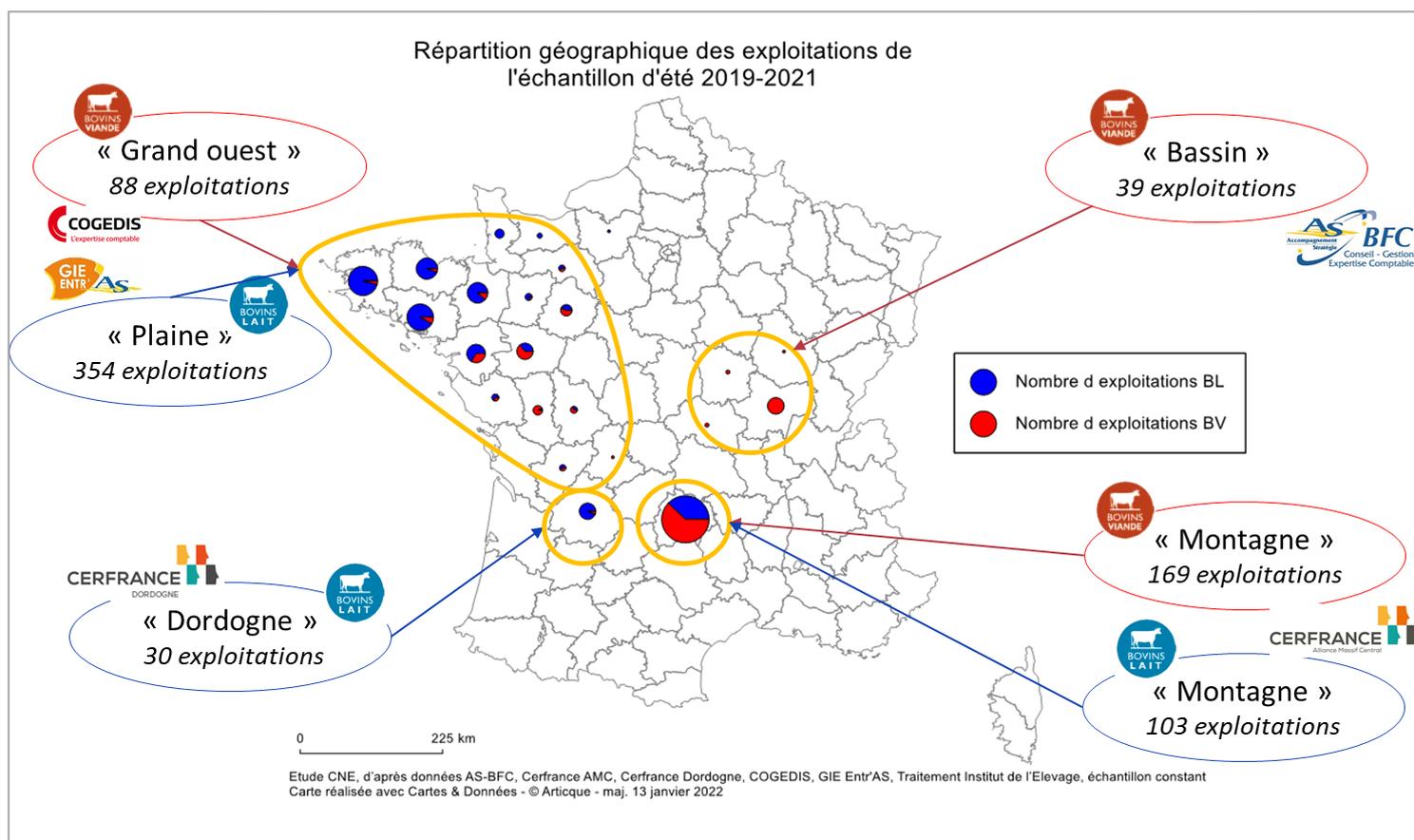
Les élevages sont répartis sur 4 bassins : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), la Saône et Loire (en bovins viande, pour le bassin Charolais "historique") et la Dordogne (en bovins lait). Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats durables, entretenus avec 5 centres comptables : AS BFC, Cerfrance Alliance Massif Central, Cerfrance Dordogne, COGEDIS et GIE Entr'AS.

Près de 800 comptabilités d'exploitations, bovins lait et bovins viande, constituent l'échantillon (constant) des **clôtures d'été, suivi entre 2019 et 2021**. Les résultats sont analysés, par zone géographique. Une répartition par groupes de niveau d'endettement est aussi réalisée.

Elle distingue :

- les exploitations **"peu endettées"** : annuités/EBE < 40% et dettes totales/actif < 40%
- celles endettées à long et moyen terme avec une trésorerie positive, **"ELMT"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale positive
- celles endettées à long et moyen terme et sans aucune trésorerie, **"TNGneg"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale négative.

Répartition géographique des exploitations de
l'échantillon d'été 2019-2021



SITUATION FINANCIERE QUI SE DETERIORE POUR LES EXPLOITATIONS LAITIERES

La production laitière par exploitation est constatée en baisse sur la période, dans cet échantillon (comme au niveau national). De plus, le prix du lait, qui avait connu une hausse jusqu'à l'été 2020, a été plutôt en retrait jusqu'à mi-2021. Ainsi, le produit brut est globalement en baisse, sauf dans le Grand-Ouest (avec les produits autres que liés à la production laitière). Ainsi, avec la hausse des charges (alimentaires et énergétiques notamment) dans les exploitations, l'EBE est partout en baisse marquée.

L'évolution des annuités est contrastée : elles sont stables dans le Grand-ouest, en baisse en Dordogne et en hausse en Montagne. Mais partout, le revenu disponible connaît une forte baisse. Il s'établit en moyenne (toutes zones) à environ 22 000 € annuels par UTH familiale. Ainsi, avec des prélèvements privés stables (environ 26 000€ annuels par UTH familiale), il est impossible, quelle que soit la zone, de dégager une marge de sécurité.

Les investissements sont en hausse sur toutes les zones, entièrement financés par de nouveaux emprunts de long et moyen terme.

La trésorerie nette globale moyenne diminue, et présente une forte disparité entre les zones, et les dettes court-terme des exploitations laitières, déjà élevées, sont en hausse.

Les écarts sont importants, et la part des exploitations en situation critique augmente : le groupe "TNGneg" compte 42% des élevages suivis en France, toutes les zones sont concernées avec au moins 1/3 des élevages dans ce groupe ! Ceux-ci, dont les dettes court-terme sont très importantes, et la trésorerie nette globale inexistante, auront d'autant plus de mal à faire face à la hausse des charges qui s'est poursuivie en 2021 (et sans doute 2022).

SITUATION FINANCIERE TOUJOURS TRES DIFFICILE POUR LES ELEVAGES ALLAITANTS

Le produit brut de l'échantillon est stable par rapport à la période précédente, sauf en Montagne, où il augmente avec le versement d'aides exceptionnelles (sécheresse). Aussi, alors que les charges sont en hausse partout, l'EBE diminue dans le Grand-Ouest et le Bassin Allaitant, mais en Montagne il connaît une hausse.

Dans le même temps, les annuités sont stables. En conséquence, le revenu disponible connaît une baisse importante dans le Grand-ouest et le Bassin-Allaitant, mais il poursuit réaugmenter en Montagne. Quelle que soit la zone, le revenu disponible de l'échantillon demeure insuffisant et s'établit à 15 500 € annuels par UTH familiale (en moyenne toutes zones) sans pouvoir couvrir les prélèvements privés pourtant restreints (19 000 €/UTH).

Dans l'échantillon, les investissements sont en hausse dans le Bassin Allaitant, et stables dans le Grand-ouest et en Montagne, peut-être en lien avec le plan de relance français. Dans le Grand-Ouest, une part de refinancement de trésorerie par des emprunts long et moyen termes apparaît de nouveau.

Par ailleurs, la part des exploitations endettées à long et moyen terme et avec une trésorerie négative (groupe « TNG neg ») représente toujours près de 30 % des élevages suivis, avec une proportion plus importante dans le Grand-ouest (39%, en baisse).

Leur situation financière reste sévère : leurs dettes court-terme sont plus de 2 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations) et augmentent encore. Pour ces exploitations en difficultés, encore plus que pour les autres, les impacts des sécheresses de 2018, 2019, et 2020 cumulées ne sont pas sans conséquences techniques, économiques et financières. Heureusement que la récolte fourragère de 2021 s'est faite en quantité.

De plus, pour tous les élevages, la hausse globale des charges (matières premières alimentaires, énergétiques, mécaniques...) initiée début 2021, et qui se poursuit, ne sera pas sans conséquences sur les trésoreries et les résultats.